



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 22/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROVIA

59-63 quai H. Chavigny
BP 1316
41000 Blois

Références : VAT n°2023 0329
Code AIOT : 0010007802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement EUROVIA implanté Les Chaumes 18500 Marmagne. L'inspection a été annoncée le 24/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROVIA
- Les Chaumes 18500 Marmagne
- Code AIOT : 0010007802
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du site portant enregistrement du site, date du 19 novembre 2019, pour une durée de 10 ans. Cet arrêté porte enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes et d'une station de transit de produits minéraux, toutes deux exploitées par EUROVIA Centre Loire.

Le site est uniquement utilisé par les services d'Eurovia, pour ses chantiers de travaux publics et aucune entrée n'est autorisée pour des chantiers ou transporteurs extérieurs qui ne seraient pas prestataires de l'exploitant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de visite d'inspection du 10 décembre 2020
- Traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Tri des déchets indésirables	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28	NC n°2 de la VI du 10/12/2020	Lettre de suite préfectorale	60 jours
12	Traçabilité des déchets accueillis	Décret du 25/03/2021, article 2.II	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Informations à l'entrée du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	/	Sans objet
9	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	/	Sans objet
10	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet
11	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Demande n°2 de la VI du 10/12/2020	Sans objet
13	Surveillance des émissions sonores : conditions de mesures	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51	Demande n°3 de la VI du 10/12/2020	Sans objet
14	Surveillance des émissions sonores : émergence	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 43	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	/	Sans objet
3	Exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	/	Sans objet
4	Suivi d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 21	/	Sans objet
5	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	NC n°1 de la VI du 10/12/2020	Sans objet
6	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/07/2017, article 1.2.1	/	Sans objet
7	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, clôtures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'installation est clôturée sur une grande partie de son périmètre. Une partie sur le côté Ouest / Nord-Ouest n'est pas clôturée le long de la voie ferrée mais ne permet pas l'accès au site : une végétation dense empêche cet accès. Un portail d'entrée est fermé à l'aide d'un cadenas en temps de fermeture du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Informations à l'entrée du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22
Thème(s) : Situation administrative, panneau d'entrée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés : <ul style="list-style-type: none">- l'identification de l'installation de stockage ;- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;- les jours et heures d'ouverture ;- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.
Constats : Les indications sur le panneau d'entrée du site sont incomplètes.
Observations : Un panneau de signalisation est installé devant l'entrée du site. Le panneau n'indique pas les horaires d'ouvertures du site, ce qui correspond au fonctionnement du site, qui n'est jamais ouvert aux personnes extérieures à l'exploitant. Seuls les chauffeurs de l'exploitant ou ses sous-traitants peuvent accéder au site. Le panneau n'indique pas que le site est interdit aux personnes non autorisées. Par ailleurs, les numéros de téléphone des services de secours et de la gendarmerie n'apparaissent pas. L'exploitant devra compléter les indications du panneau d'entrée du site avec ces 2 informations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Une zone adaptée et suffisamment grande est réservée au déchargement des camions. Chaque véhicule peut décharger indépendamment. L'exploitant attend qu'un chantier soit terminé pour pousser les déchets inertes accueillis dans la zone de stockage définitive. Cela permet de contrôler la qualité des entrants et d'identifier par chantier les zones de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 21
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant fournit un plan de phasage quinquennal à T0+5. Le plan date de 2018 (dossier de demande d'enregistrement de l'installation), et le plan présenté correspond à l'état d'avancement du remblayage sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de la qualité de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée. Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m²/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. [...] Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. »</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant avait transmis des mesures réalisées en janvier 2021, suite à l'inspection du 10 décembre 2020. Ces mesures ne sont pas représentatives de la qualité de l'air et des quantités de poussières potentiellement occasionnées en période sèche. De nouvelles mesures ont été réalisées par l'exploitant en juillet 2022, en période sèche, mais réalisé sur une période faible en activité. Les mesures ont été réalisées par la méthode des plaquettes de dépôt. Le rapport a été transmis à l'inspection et ne présente pas d'observations. Les concentrations relevées pour tous les points de surveillance sont inférieures à 70mg/m ² /jour, et répondent donc aux exigences de l'arrêté ministériel. Les prochaines mesures seront prévues en juillet 2023, et seront réalisées sur une période durant laquelle le site présentera une activité plus importante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, qualité des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le type de déchets inertes admissible sur site sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable, est répertorié ci dessous [...] :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 17 01 01 : les bétons : uniquement déchets de construction et de démolition triés et ne provenant pas de sites contaminés ; - 17 01 02 : les briques uniquement déchets de construction et de démolition triés et ne provenant pas de sites contaminés ; - 17 01 03 : les tuiles et céramiques : uniquement déchets de construction et de démolition triés et ne provenant pas de sites contaminés ; - 17 01 07 : mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses : uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés ; - 17 02 02 : le verre : sans cadre ou montant de fenêtres ; - 17 03 02 : les mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron : uniquement les déchets de production et de de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés ; - 17 05 04 : les terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; - 20 02 02 : les terres et pierres issues des jardins et parcs, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; - 10 11 03 : les déchets de matériaux à base de fibre de verre, seulement s'ils ne contiennent pas de liant organique ; - 15 01 07 : les emballages en verre, triés ; - 19 12 05 : le verre, trié.
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Les déchets acceptés ne sont que des déchets des chantiers de l'exploitant. Ces déchets sont vérifiés sur les sites de départ. Il s'agit des terres et cailloux correspondant aux travaux de terrassement réalisés par l'entreprise aux alentours du site. Le registre fait apparaître l'entrée de ces déchets sur le site, sous le code 17 05 04, en correspondance, avec ce que l'inspection a pu constater sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Document d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'exploitant a montré à l'inspection le classeur contenant les DAP réalisées pour l'accueil de déchets sur le site.</p> <p>Ces DAP comprennent les éléments et informations nécessaires, tels que listé dans l'arrêté ministériel.</p> <p>L'inspection a contrôlé plusieurs DAP, correspondant aux éléments compris dans le registre des déchets accueillis sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Tri des déchets indésirables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, organisation du tri
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012
Constats : La benne de tri des indésirables est absente du site le jour de la visite.
Observations : Le jour de la visite, l'inspection constate l'absence d'une benne de tri au niveau de la zone de déchargement des déchets accueillis, alors que des déchets indésirables ont été déposés à côté des tas en attente de transfert vers la zone de stockage définitive. Ce constat avait également été réalisé lors de la visite d'inspection du 10 décembre 2020. L'exploitant indique qu'il avait fait mettre en place une benne de tri suite à la visite d'inspection de 2020: une photo de cette benne avait été transmise à l'inspection pour attester de cette mise en place. Il précise que cette benne était présente récemment et qu'un point sera fait avec son prestataire gestionnaire de la benne. Une benne devra être remise en place pour permettre le tri des indésirables présents à côté ou dans les tas de déchets inertes en attente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Accusé d'acceptation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : Les indications normalement portées sur l'accusé d'acceptation doivent être consignées par écrit.
Observations : L'exploitant indique qu'il n'accueille que les déchets de ses propres chantiers, et qu'il est considéré comme producteur des déchets dans ce cadre. Les éléments qui devraient être indiqués sur l'accusé d'acceptation permettent d'assurer la traçabilité des déchets à chaque réception. Ces données doivent être conservées et indiquées dans un document pour permettre la traçabilité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, contenu du registre de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments, ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : la dénomination usuelle, les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles, lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet: le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement [...], la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport des terres excavées et sédiments : la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial, la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production, l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur, l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement, la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de réception mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement [...]; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets, Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments, lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation [...]
Constats : Le registre présenté est incomplet.
<p>Observations : L'exploitant présente un registre d'admission des déchets. Le registre présenté comprend les période d'acceptation des déchets par chantier (mois concerné) mais est imprécis et incomplet : il ne détaille pas les dates précises d'entrée de chaque chargement, ni l'origine exacte, il ne contient pas les éléments d'informations liés au transport, ni l'adresse exacte et les parcelles de provenance des déchets inertes. Le registre ne précise pas le code de traitement.</p> <p>Le registre devra être modifié et complété pour assurer une meilleure traçabilité des déchets.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, registre d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le registre devra être complété.
Observations : L'exploitant présente un registre d'admission des déchets. Le registre présenté comprend la période d'acceptation des déchets par chantier (mois concerné) mais est imprécis et incomplet : il ne fait pas apparaître l'ensemble des déchargements journaliers de déchets, ni le résultat du contrôle visuel pour chacun.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021, article 2.II
Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. « Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>« La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>[...]</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.</p>
Constats : L'exploitant n'assure pas le suivi et la traçabilité des déchets accueillis via RNDTS.
<p>Observations : Compte-tenu des déchets acceptés dans l'ISDI (terres excavées, code 17 04 05), l'exploitant est soumis à l'obligation d'utilisation du RNDTS et déclarations associées. L'exploitant précise que les formations à l'utilisation de RNDTS au sein de l'entreprise seront réalisées au cours de l'été, et que le démarrage de l'utilisation de l'outil sera effectif pour septembre au plus tard.</p> <p>L'application du décret, initialement prévue au 1er janvier 2022, a été reportée à plusieurs reprises. Une tolérance pour sa mise en oeuvre opérationnelle avait été accordée jusqu'au 1er mai 2023 en dernière limite.</p> <p>L'exploitant a bénéficié de plusieurs mois pour se préparer à cette évolution d'enregistrement des données. Il est nécessaire d'effectuer les démarches réglementaires en matière de déclaration et mise en oeuvre des registres de suivis dématérialisés via le RNDTS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Surveillance des émissions sonores : conditions de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, périodicité et conditions des mesures de bruits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'annexe du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zones à émergence réglementée.
Constats : Les mesures transmises ont été réalisées en conditions non représentatives du fonctionnement de l'installation.
Observations : Les 2 rapports de surveillances des émissions sonores, réalisés pour les 2 parties de l'installation (ISDI et plateforme de transfert) dont les mesures ont été réalisées le 20 janvier 2021, présentent des conditions non représentatives du fonctionnement de l'installation : lors des mesures, aucune activité et aucun camion n'étaient présents sur le site. De nouvelles mesures devront être réalisées en conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, conformément à l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Surveillance des émissions sonores : émergence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Emergence du bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones d'émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies ci-dessous : ➤ NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A): - émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 6 dB(A) - émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés : 4 dB(A) ➤ NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 45 dB (A): - émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 5 dB(A) - émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 3 dB(A) De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 Db(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.
Constats : De nouvelles mesures devront être réalisées en conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.
Observations : Les mesures transmises indiquent des valeurs limites d'émergence conformes à l'arrêté ministériel mais ces mesures ne sont pas représentatives du fonctionnement de l'installation. De nouvelles mesures devront être réalisées et transmises à l'inspection pour vérification de la conformité aux valeurs limites d'émergence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet